

Adt n°01

Supprimer l'Alinéa 1 de l'Article 2, chapitre 1 :

« Élire l'Assemblée nationale au scrutin proportionnel »

Et le remplacer par :

Maintenir l'élection des députés au scrutin majoritaire uninominal par circonscription afin de garantir une représentation territoriale directe et un lien permanent entre les citoyens, les territoires et leurs représentants.

Exposé :

L'Assemblée nationale doit représenter à la fois les opinions politiques des citoyens et la diversité des territoires de la République. Le maintien du scrutin majoritaire par circonscription garantit qu'à chaque territoire correspond un représentant clairement identifié, responsable devant les électeurs qui l'ont élu.

Cette proximité constitue un élément essentiel de la vie démocratique. Elle permet aux citoyens de saisir directement leur député, de l'interpeller sur les enjeux locaux et d'exercer un contrôle concret sur son action. Le député est ainsi non seulement le représentant d'une sensibilité politique, mais également le porte-parole des réalités économiques, sociales et territoriales de sa circonscription.

À l'inverse, un scrutin proportionnel fondé sur des listes tend à affaiblir ce lien de responsabilité directe. Il favorise une logique de représentation des partis plutôt qu'une représentation ancrée dans les territoires. Dans un contexte marqué par une forte défiance envers les institutions, il apparaît au contraire nécessaire de renforcer la proximité entre les citoyens et leurs élus.

La démocratisation des institutions ne passe pas prioritairement par une modification du mode de scrutin. Elle suppose avant tout un renforcement des pouvoirs du Parlement face à l'exécutif, une meilleure participation citoyenne aux décisions publiques et un contrôle accru des élus par les citoyens. Ces objectifs peuvent être atteints tout en préservant le principe fondamental d'une représentation territoriale directe à l'Assemblée nationale.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 29/05/2026

Adt n°02

Alinéa 2 de l'Article 4, chapitre 1 :

Reconnaître le vote blanc, **mettre en place le vote obligatoire et** instaurer un seuil de votes exprimés pour valider une élection

Remplacer les mots : « mettre en place le vote obligatoire » par « mettre en œuvre une politique ambitieuse d'incitation à la participation électorale par l'information civique, la simplification des démarches de vote et le développement de l'éducation à la citoyenneté »

Reconnaître le vote blanc, **mettre en œuvre une politique ambitieuse d'incitation à la participation électorale par l'information civique, la simplification des démarches de vote et le développement de l'éducation à la citoyenneté** et instaurer un seuil de votes exprimés pour valider une élection

Exposé :

La participation électorale constitue un enjeu majeur pour la vitalité démocratique. Toutefois, l'exercice du droit de vote doit demeurer un acte libre et volontaire. Le vote tire sa légitimité de l'adhésion consciente des citoyens au processus démocratique ; il ne doit pas résulter d'une contrainte légale.

L'instauration du vote obligatoire repose sur une logique coercitive qui risque de transformer un droit fondamental en obligation administrative. Une telle mesure ne répond pas aux causes profondes de l'abstention, qui tiennent notamment à la défiance envers les institutions, au sentiment d'éloignement du pouvoir politique ou au manque d'information sur les enjeux des élections.

Il apparaît plus pertinent de favoriser la participation par des moyens positifs : renforcement de l'éducation civique, amélioration de l'information des électeurs, facilitation des procurations, simplification des démarches électorales et développement de campagnes publiques encourageant l'engagement citoyen. Ces mesures permettent de renforcer durablement la culture démocratique sans porter atteinte à la liberté individuelle.

Par ailleurs, la reconnaissance du vote blanc constitue un moyen légitime d'exprimer un choix politique lorsque les électeurs ne se reconnaissent dans aucune candidature. Elle permet de distinguer clairement l'abstention, qui traduit une absence de participation, d'une participation active exprimant un désaccord avec l'offre politique proposée.

Une démocratie forte repose avant tout sur la confiance, la conviction et l'engagement volontaire des citoyens. L'objectif doit être de donner envie de participer à la vie démocratique plutôt que de rendre cette participation obligatoire.

Déposé le 29/05/2026

Présenté par M.Ugo BARTH

Adt n°03 :

Article 4, chapitre 1 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer des conseils citoyens permanents auprès des communes, départements et régions associant habitants, syndicats, associations et acteurs du monde économique et social.

Exposé :

La démocratie ne peut se réduire à la relation entre l'individu et l'État. Elle doit également s'appuyer sur les organisations collectives qui structurent la société. L'association des syndicats, des associations et des citoyens aux décisions publiques permet une meilleure prise en compte des besoins réels de la population et renforce la légitimité des politiques publiques.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 29/05/2026

Adt n°04 :

Article 4, chapitre 1 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Reconnaître un droit d'intervention des représentants des salariés dans les choix stratégiques des entreprises et des services publics.

Exposé :

La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes de l'entreprise. Les travailleurs doivent pouvoir participer aux décisions qui concernent leur emploi, leurs conditions de travail et l'avenir de leur outil de production. Cette extension de la démocratie au monde du travail constitue un complément indispensable à la démocratie politique.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 29/05/2026

Adt n°05 :

Article 4, chapitre 1 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Faciliter la participation électorale par l'inscription automatique sur les listes électorales, le développement des procurations simplifiées et des campagnes publiques d'incitation au vote.

Exposé :

L'abstention est un défi démocratique majeur. Toutefois, la réponse doit privilégier l'engagement volontaire plutôt que la contrainte. En supprimant les obstacles matériels à la participation et en renforçant l'information civique, il est possible d'accroître durablement la participation électorale tout en respectant la liberté de chaque citoyen.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 29/05/2026

Adt n°06

Article 2, chapitre 3 :

Supprimer l'alinéa : « Instaurer le scrutin de liste dans toutes les communes et imposer la parité dans le binôme maire – premier adjoint »

En le remplaçant par :

Évaluer l'application des règles actuelles de parité et de représentation municipale avant toute nouvelle réforme des modes de scrutin locaux.

Exposé :

Cette proposition apparaît largement satisfaite par la législation actuellement en vigueur. Les règles relatives au scrutin de liste et à la parité dans les exécutifs municipaux ont déjà fait l'objet de réformes importantes au cours des dernières années.

Un programme de transformation politique doit prioritairement porter sur les avancées restant à conquérir plutôt que sur des dispositions déjà mises en œuvre. Il paraît donc préférable d'engager une évaluation nationale des effets des réformes existantes en matière de représentation locale, de participation citoyenne et d'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités municipales.

Cette démarche permettrait d'identifier les difficultés réelles rencontrées par les collectivités et d'envisager, le cas échéant, des améliorations fondées sur l'expérience acquise plutôt que de reconduire des objectifs déjà largement atteints par le cadre législatif actuel.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 29/05/2026

Adt n°07

Article 3, Chapitre 5 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Mettre en place un service public gratuit d'aide aux devoirs et d'accompagnement scolaire accessible à tous les élèves sur l'ensemble du territoire.

Exposé :

L'accès au soutien scolaire dépend aujourd'hui fortement des revenus des familles. Cette situation favorise les inégalités de réussite. L'école de la République doit garantir à chaque élève un accompagnement gratuit lui permettant de progresser sans que les ressources financières de sa famille constituent un avantage ou un handicap.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 29/05/2026

Adt n°08

Article 3, Chapitre 5 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Garantir à chaque élève un parcours annuel d'accès aux œuvres, aux bibliothèques, aux musées, aux théâtres, aux cinémas et aux pratiques artistiques.

Exposé :

L'émancipation par le savoir ne se limite pas à l'acquisition de connaissances scolaires. L'accès à la culture constitue un droit fondamental et un facteur essentiel d'égalité. L'école doit permettre à tous les jeunes, quels que soient leur origine sociale ou leurs lieux d'habitation, de bénéficier d'une véritable éducation artistique et culturelle.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°09

Article 3, Chapitre 5 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Renforcer dans les programmes l'enseignement de l'histoire du mouvement ouvrier, des conquêtes sociales, du syndicalisme et des luttes pour les droits démocratiques.

Exposé :

La compréhension de l'histoire de la République, des conquêtes sociales et des mouvements populaires constitue un élément essentiel de la formation citoyenne. Cet enseignement permet aux élèves de mieux comprendre les mécanismes sociaux, les droits dont ils bénéficient aujourd'hui et les combats collectifs qui ont permis leur conquête.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°10

Article 2, Chapitre 6 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Constituer un secteur bancaire public majoritaire regroupant la Banque Postale, la Caisse des Dépôts, les établissements socialisés et les banques nationalisées afin d'orienter le crédit vers les besoins sociaux, industriels et écologiques du pays.

Exposé :

Le crédit constitue un levier essentiel de l'activité économique. Il détermine les investissements qui seront réalisés, les secteurs qui se développeront, les emplois qui seront créés ou supprimés et, plus largement, l'orientation de l'économie nationale. Une décision aussi fondamentale pour l'avenir du pays ne peut être abandonnée aux seules logiques de rentabilité financière et aux intérêts des actionnaires des grands groupes bancaires.

Aujourd'hui, une part importante des ressources financières est orientée vers des activités spéculatives ou vers des investissements offrant les rendements les plus élevés à court terme, souvent au détriment des besoins sociaux, industriels et environnementaux. De nombreuses petites et moyennes entreprises, des collectivités territoriales, des projets industriels stratégiques ou des initiatives relevant de la transition écologique rencontrent des difficultés d'accès au financement alors même qu'ils répondent à des besoins essentiels pour la société.

La constitution d'un secteur bancaire public majoritaire permettrait de réorienter le crédit vers des objectifs d'intérêt général définis démocratiquement. Les financements pourraient être prioritairement dirigés vers la réindustrialisation du pays, le développement des services publics, la modernisation des infrastructures, la transition énergétique, le logement social, la recherche, l'innovation et le soutien aux très petites entreprises créatrices d'emplois.

Cette réforme renforcerait également la souveraineté économique de la France. Les grandes orientations de l'investissement national ne dépendraient plus principalement des marchés financiers ou des stratégies de groupes privés internationaux, mais de choix collectifs répondant aux besoins de la population et aux impératifs du développement du pays.

Enfin, un secteur bancaire public majoritaire constituerait un instrument de stabilité économique. En limitant le poids de la spéculation et en privilégiant les investissements productifs de long terme, il contribuerait à sécuriser le financement de l'économie réelle, à réduire la vulnérabilité du pays face aux crises financières et à garantir une meilleure utilisation de l'épargne nationale.

La maîtrise publique du crédit ne constitue donc pas seulement une réforme bancaire. Elle représente un outil de transformation économique permettant de replacer la finance au service du travail, de la production, de l'intérêt général et de la transition écologique.

Déposé le 30/05/2026

Présenté par M.Ugo BARTH

Adt n°11

Article 2, Chapitre 6 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Prélever une part des profits des grandes entreprises afin d'alimenter un fonds national démocratiquement géré chargé de financer les investissements productifs, la recherche, les services publics et la transition écologique.

Exposé :

Une part croissante des profits est aujourd'hui distribuée sous forme de dividendes. Cette richesse doit être réorientée vers l'investissement utile à la société. Le financement du développement économique doit répondre à des objectifs collectifs et non aux exigences de rentabilité du capital financier.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°12

Article 2, Chapitre 6 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Nationaliser les grands groupes intervenant dans l'énergie, les transports, les infrastructures stratégiques, l'armement et les industries essentielles à la souveraineté nationale.

Exposé :

Les secteurs de l'énergie, des transports, des infrastructures stratégiques, de l'armement et des industries essentielles ne sont pas des activités économiques comme les autres. Ils conditionnent directement la capacité de la Nation à assurer son développement, à garantir sa sécurité, à maintenir la continuité des services essentiels et à répondre aux besoins fondamentaux de la population. Leur fonctionnement a des conséquences majeures sur l'emploi, l'aménagement du territoire, l'indépendance nationale et la transition écologique.

Or, la gestion de ces secteurs par des groupes privés soumis aux exigences de rentabilité des marchés financiers conduit souvent à privilégier les profits de court terme au détriment de l'investissement, de la qualité du service rendu, de la préservation de l'emploi et des impératifs de long terme. Les logiques de concurrence et de maximisation de la valeur pour les actionnaires peuvent entrer en contradiction avec les besoins collectifs de la population et avec les objectifs stratégiques du pays.

La crise énergétique, les difficultés rencontrées dans certaines infrastructures essentielles ou encore les conséquences des délocalisations industrielles ont démontré les limites d'un modèle reposant sur l'abandon progressif de secteurs stratégiques aux intérêts privés. La souveraineté nationale suppose que la collectivité conserve la maîtrise des outils indispensables à son indépendance économique, énergétique, industrielle et technologique.

La nationalisation des grands groupes stratégiques permettrait de planifier les investissements sur le long terme, de sécuriser l'approvisionnement du pays, de garantir l'égalité d'accès aux services essentiels sur l'ensemble du territoire et de préserver les savoir-faire industriels nationaux. Elle offrirait également les moyens d'engager plus efficacement les transformations nécessaires à la transition écologique, sans que celles-ci soient subordonnées aux exigences de rentabilité immédiate.

Cette maîtrise publique ne vise pas seulement à transférer la propriété de ces entreprises à l'État. Elle doit s'accompagner de nouvelles formes de gouvernance associant les salariés, les représentants des usagers, les collectivités territoriales et la puissance publique afin que les choix stratégiques répondent réellement à l'intérêt général.

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, de crises géopolitiques et de défis écologiques majeurs, la reconquête publique des secteurs stratégiques constitue une condition

essentielle pour garantir la souveraineté nationale, protéger les intérêts du pays et mettre l'économie au service des besoins humains plutôt qu'au service des seuls intérêts financiers.

Déposé le 30/05/2026

Présenté par M.Ugo BARTH

Adt n°13

Article 2, Chapitre 6 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Interdire le versement de dividendes lorsque l'entreprise procède à des suppressions d'emplois tout en réalisant des bénéfices, soumettre ces dividendes à une taxation confiscatoire en cas de non-respect de cette règle et garantir aux salariés une participation prioritaire aux bénéfices et aux plus-values créés par l'entreprise.

Exposé :

Aucune entreprise rentable ne doit pouvoir enrichir ses actionnaires tout en détruisant des emplois. La richesse créée par le travail doit prioritairement être consacrée à l'emploi, aux salaires, à l'amélioration des conditions de travail, à la formation des salariés et à l'investissement productif.

Les licenciements dits « boursiers » traduisent une dérive du système économique dans lequel la rémunération du capital prime sur les besoins humains et sur le développement de l'activité productive. Lorsqu'une entreprise réalise des bénéfices, ceux-ci doivent d'abord servir à consolider l'emploi, à préparer l'avenir de l'entreprise et à améliorer la situation de celles et ceux qui contribuent quotidiennement à sa réussite.

Au-delà de cette exigence, il est nécessaire de reconnaître que la valeur de l'entreprise résulte avant tout du travail collectif de ses salariés. Les gains de productivité, l'innovation, la qualité des produits, la fidélité des clients et le développement de l'activité reposent largement sur leur engagement et leurs compétences. Il est donc légitime que les salariés bénéficient directement non seulement des bénéfices réalisés chaque année, mais également des plus-values générées par le développement de l'entreprise.

Cette participation prioritaire pourrait prendre la forme d'un partage obligatoire d'une part des bénéfices et des plus-values, selon des modalités définies démocratiquement et associant les représentants des salariés. Il s'agit de reconnaître concrètement la contribution du travail à la création de richesse et de réduire les inégalités croissantes entre la rémunération du capital et celle du travail.

Une économie plus juste suppose que ceux qui produisent les richesses disposent d'un droit accru sur leur répartition. La finalité de l'entreprise ne doit pas être l'enrichissement d'une minorité d'actionnaires mais la satisfaction des besoins collectifs, le développement de l'activité productive et l'amélioration des conditions de vie de ceux qui créent cette richesse.

[Amendement travaillé avec le Pacte Transmission Reprise]

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°14

Article 1, Chapitre 7 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Développer un grand service public national des transports fondé sur le renforcement du réseau ferroviaire, la réouverture des lignes de proximité et la garantie d'un accès équitable à la mobilité sur l'ensemble du territoire.

Exposé :

L'égalité entre les citoyens ne peut être assurée sans un égal accès à la mobilité. Le transport constitue un service public essentiel au même titre que l'éducation, la santé ou l'accès à l'énergie. Il conditionne l'accès à l'emploi, aux études, aux soins, aux services administratifs, à la culture et à la vie sociale.

Depuis plusieurs décennies, de nombreux territoires ruraux, périurbains et industriels ont subi la fermeture de lignes ferroviaires, de gares et de dessertes de proximité. Cette situation a contribué à leur isolement et a renforcé les inégalités territoriales. La concentration des investissements sur quelques grands axes ne peut constituer une réponse suffisante aux besoins quotidiens de millions de citoyens.

Le ferroviaire représente un outil stratégique d'aménagement du territoire. Il permet de relier les bassins de vie, de soutenir l'activité économique locale, de favoriser l'accès aux services publics et de réduire la dépendance à la voiture individuelle. Son développement répond également aux impératifs de la transition écologique en offrant une alternative durable aux modes de transport les plus polluants.

La puissance publique doit donc engager un plan national de modernisation et de développement du réseau ferroviaire, incluant la réouverture des lignes abandonnées, la rénovation des infrastructures existantes, le maintien des petites gares et le renforcement des dessertes locales. L'objectif doit être de garantir à chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence, un droit effectif à la mobilité et à l'accès aux services essentiels.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°15

Article 1, Chapitre 7 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Instaurer un moratoire sur la fermeture des gares, bureaux de poste, trésoreries, maternités, écoles, hôpitaux de proximité et autres services publics essentiels, tant qu'une solution équivalente n'est pas garantie aux usagers.

Exposé :

Les services publics constituent l'un des fondements de l'égalité républicaine. Ils garantissent à chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence, l'accès aux droits fondamentaux que sont la santé, l'éducation, la mobilité, les services administratifs ou encore les services postaux. Leur présence participe également à l'attractivité des territoires, au maintien de l'activité économique locale et à la cohésion sociale.

Depuis plusieurs décennies, de nombreuses communes rurales, petites villes et quartiers populaires ont subi la fermeture progressive de gares, de bureaux de poste, de trésoreries, de maternités, d'écoles ou de structures hospitalières de proximité. Ces décisions ont souvent été justifiées par des critères strictement comptables ou par la recherche d'économies budgétaires, sans prise en compte suffisante de leurs conséquences humaines, sociales et territoriales.

La disparition d'un service public entraîne fréquemment un effet de déclassement pour les territoires concernés. Elle allonge les temps de déplacement, complique l'accès aux droits, fragilise les populations les plus vulnérables et contribue au sentiment d'abandon exprimé par de nombreux citoyens. Elle peut également accélérer la désertification de certains territoires en décourageant l'installation de nouvelles familles, d'entreprises ou de professionnels.

Il est donc nécessaire de rompre avec une logique de retrait progressif de l'État et des services publics. Aucune fermeture d'un service public essentiel ne devrait être décidée tant qu'une solution garantissant un niveau de service équivalent, accessible et de qualité n'est pas effectivement mise en place pour les usagers concernés. Cette exigence doit s'appliquer particulièrement aux territoires ruraux, de montagne, ultramarins et aux quartiers populaires, qui sont souvent les premiers touchés par ces restructurations.

Ce moratoire constituerait un signal fort en faveur de l'égalité territoriale. Il affirmerait que la présence des services publics ne doit pas être considérée comme une charge budgétaire mais comme un investissement au service de la cohésion nationale, de la justice sociale et de l'aménagement équilibré du territoire.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°16

Article 1, Chapitre 7 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Engager un plan décennal de réouverture des lignes ferroviaires fermées, de modernisation des gares de proximité et de développement des dessertes locales de voyageurs et de fret.

Exposé :

Le transport ferroviaire constitue un outil stratégique d'aménagement du territoire, de cohésion nationale et de développement économique. Il ne peut être considéré comme une simple activité soumise à des critères de rentabilité immédiate. Son rôle est d'assurer l'égalité d'accès à la mobilité, de relier les territoires entre eux et de garantir à chaque citoyen la possibilité d'accéder à l'emploi, aux services publics, aux soins, à l'éducation et à la vie culturelle.

Depuis plusieurs décennies, la fermeture de nombreuses lignes ferroviaires, de gares de proximité et de dessertes locales a contribué à l'isolement de nombreux territoires ruraux, périurbains et industriels. Cette politique a souvent renforcé la dépendance à la voiture individuelle, accru les inégalités territoriales et fragilisé l'attractivité économique de nombreuses communes. Dans certains territoires, la disparition du train a constitué l'un des symboles les plus visibles du recul de la présence publique.

La réouverture des lignes ferroviaires fermées doit être considérée comme un investissement d'avenir. Elle permettrait de désenclaver des territoires aujourd'hui éloignés des grands axes de transport, de favoriser l'installation de nouvelles populations et de nouvelles activités économiques, tout en améliorant les conditions de déplacement du quotidien. Le train demeure le mode de transport collectif le plus efficace pour assurer une desserte régulière, sûre et accessible à l'ensemble de la population.

La modernisation des gares de proximité constitue également un enjeu majeur. Les gares ne sont pas seulement des infrastructures de transport ; elles représentent souvent des pôles de services, des lieux de vie et des outils de dynamisation des centres-bourgs et des petites villes. Leur maintien participe directement à l'aménagement équilibré du territoire et à la lutte contre la désertification rurale.

Le développement du fret ferroviaire revêt quant à lui une importance économique, sociale et écologique considérable. Le transfert d'une partie du transport de marchandises de la route vers le rail permettrait de réduire la congestion des réseaux routiers, de diminuer les nuisances environnementales et de renforcer la souveraineté logistique du pays. Il contribuerait également au maintien et au développement d'emplois industriels qualifiés sur l'ensemble du territoire.

Enfin, un plan décennal offre la visibilité nécessaire pour engager des investissements de long terme, former les personnels, moderniser les infrastructures et reconstruire une véritable politique nationale du rail. Face aux défis de la transition écologique, de la réindustrialisation et de l'égalité territoriale, le ferroviaire doit redevenir un pilier du service public et un instrument majeur du développement de la Nation.

La réouverture des lignes ferroviaires, la modernisation des gares et le renforcement des dessertes locales ne constituent donc pas seulement une politique de transport. Elles participent d'un projet global visant à garantir le droit à la mobilité, à renforcer la cohésion du territoire national et à replacer l'intérêt général au cœur de l'aménagement du territoire.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°17

Article 6, Chapitre 7 :

Supprimer le présent alinéa :

« Renforcer les droits de la défense, inscrire le droit à une défense dans la Constitution, renforcer la place de l'avocat et limiter le recours à la visioconférence qui déshumanise la justice »

En le remplaçant par l'alinéa suivant :

Garantir l'accès effectif à la justice pour tous en renforçant les moyens humains et matériels des juridictions, de l'aide juridictionnelle et des professions participant au service public de la justice.

Exposé :

La protection des droits de la défense constitue un principe fondamental de l'État de droit déjà reconnu par les textes constitutionnels, législatifs et conventionnels. La priorité doit aujourd'hui porter sur l'effectivité de ces droits plutôt que sur leur réaffirmation dans de nouveaux textes.

De nombreux citoyens rencontrent des difficultés d'accès à la justice en raison de délais excessifs, du manque de personnels judiciaires, de l'engorgement des juridictions ou des insuffisances de l'aide juridictionnelle. Ces difficultés portent davantage atteinte à l'exercice concret des droits de la défense que l'absence de nouvelles dispositions constitutionnelles.

Il apparaît donc préférable de concentrer les efforts sur le renforcement des moyens de la justice, le recrutement de magistrats et de greffiers, l'amélioration de l'accès à l'aide juridictionnelle et la réduction des délais de traitement des procédures. Une justice plus accessible, plus rapide et mieux dotée constitue la meilleure garantie du respect des droits des justiciables.

L'inflation constitutionnelle ne saurait se substituer à une politique ambitieuse de renforcement du service public de la justice. Les principes existent ; ils doivent désormais être pleinement mis en œuvre.

Déposé le 30/05/2026

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M.Ugo BARTH, M. Jean Hoffmann

Adt n°18

Article 7, Chapitre 7 :

A l'alinéa 5, supprimer les mots « et intégrer la notion de consentement dans la définition pénale des infractions d'agression sexuelle et de viol ».

Lutter contre l'impunité des agresseurs sexuels et mettre fin à la correctionnalisation des viols en renforçant les moyens d'enquête, de poursuite et de jugement des infractions sexuelles.

Exposé :

La lutte contre les violences sexuelles doit constituer une priorité de la politique pénale. Trop de victimes renoncent encore à porter plainte ou voient leur procédure s'enliser en raison de délais excessifs, d'un manque de moyens des services d'enquête ou des juridictions, ou d'une prise en charge insuffisamment adaptée à la gravité des faits dénoncés.

Par ailleurs, la correctionnalisation de certains viols conduit à minorer la gravité de ces infractions en les faisant juger comme de simples délits. Cette pratique contribue à affaiblir la portée de la réponse pénale et peut être vécue comme une forme de déni de justice par les victimes.

La priorité doit donc être donnée au renforcement des moyens humains, matériels et spécialisés de la chaîne judiciaire afin de garantir un traitement rapide, rigoureux et effectif des infractions sexuelles. Une meilleure formation des enquêteurs, des magistrats et de l'ensemble des professionnels concernés constitue également un levier essentiel pour améliorer la prise en charge des victimes et lutter contre l'impunité.

Les principes juridiques encadrant la répression des violences sexuelles existent déjà largement dans notre droit. L'enjeu principal réside désormais dans leur application effective et dans les moyens accordés à la justice pour assurer pleinement sa mission de protection des victimes et de sanction des auteurs.

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 30/05/2026

Adt n°19

Article 1, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer un service public national de l'emploi et de la reconversion chargé de proposer à chaque demandeur d'emploi un parcours personnalisé associant formation qualifiante, accompagnement et accès à un emploi stable.

Exposé :

Le chômage ne peut être considéré comme une responsabilité individuelle ni comme la conséquence d'un manque de volonté des personnes privées d'emploi. Il résulte avant tout des évolutions économiques, des stratégies industrielles, des délocalisations, des transformations technologiques et des choix de répartition des investissements. Il constitue un phénomène collectif qui appelle une réponse collective.

Au-delà de ses conséquences économiques, le chômage entraîne souvent une fragilisation sociale et personnelle. Il peut conduire à la précarité, à l'isolement, à la perte de qualification et à un sentiment d'exclusion de la vie collective. Il affecte également les familles, les territoires et l'ensemble de la société en privant la collectivité de compétences, de savoir-faire et d'énergies utiles au développement du pays.

Face à cette situation, la puissance publique ne peut se limiter à une politique d'indemnisation ou d'accompagnement administratif. Elle doit mener une action volontariste en faveur du plein emploi, en développant une véritable politique industrielle, en soutenant les secteurs stratégiques et en créant les conditions d'une activité économique répondant aux besoins de la population.

Un service public national de l'emploi et de la reconversion doit permettre à chaque demandeur d'emploi d'accéder à un accompagnement personnalisé, à une formation qualifiante et à une offre d'emploi stable correspondant à ses compétences, à son expérience et aux besoins de la Nation. Les métiers liés aux services publics, à la réindustrialisation, à la transition écologique, à l'accompagnement du vieillissement, à la santé, à l'éducation ou à l'aménagement du territoire représentent autant de domaines dans lesquels des besoins importants demeurent insuffisamment couverts.

Cette politique contribuerait également à réduire les inégalités territoriales en offrant des perspectives d'emploi dans les territoires les plus durement touchés par les restructurations économiques et la désindustrialisation. Elle permettrait de préserver les qualifications professionnelles, de favoriser la mobilité choisie plutôt que subie et de renforcer la cohésion sociale.

Le droit au travail est l'un des principes fondateurs de notre pacte républicain et social. Il appartient à la collectivité de créer les conditions permettant à chacun de vivre dignement de son activité et de participer pleinement au développement économique, social et humain du pays.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M.Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann

Adt n°20

Article 1, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Reconnaître un droit opposable à l'emploi garantissant à toute personne privée durablement d'activité l'accès à un emploi utile socialement ou écologiquement, correctement rémunéré et correspondant à ses qualifications.

Exposé :

Le droit au travail est reconnu par le Préambule de la Constitution de 1946, qui affirme que chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Cette exigence doit devenir une réalité concrète. L'État et les collectivités publiques doivent être en mesure de proposer des emplois répondant aux besoins collectifs insuffisamment couverts : rénovation énergétique, aide aux personnes âgées, protection de l'environnement, développement culturel, entretien du patrimoine, services publics de proximité ou revitalisation des territoires ruraux.

Une telle politique permettrait de lutter contre le chômage de longue durée, de préserver les qualifications professionnelles et de répondre à des besoins sociaux et écologiques aujourd'hui insuffisamment satisfaits. Elle constituerait également un instrument de cohésion sociale en garantissant à chacun la possibilité de contribuer à la vie collective par son travail.

Présenté par M.Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann

Déposé le 06/06/2026

Adt n°21

Article 2, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer un congé annuel d'engagement citoyen, associatif ou syndical permettant aux salariés de participer à la vie démocratique et sociale sans perte de rémunération.

Exposé :

La vitalité démocratique d'une société ne dépend pas uniquement de la participation aux élections. Elle repose également sur l'engagement des citoyens dans les associations, les syndicats, les organisations d'éducation populaire, les structures culturelles, sportives, humanitaires ou de solidarité. Ces formes d'engagement contribuent à renforcer le lien social, à défendre l'intérêt général et à faire vivre les principes républicains au quotidien.

Or, de nombreux citoyens renoncent à exercer des responsabilités associatives, syndicales ou civiques faute de temps disponible. L'allongement des mouvements pendulaires, l'intensification des rythmes professionnels et la précarité de certaines situations d'emploi réduisent les possibilités de participation à la vie collective. Cette situation fragilise le tissu associatif et les organisations qui jouent pourtant un rôle essentiel dans la cohésion sociale et l'expression démocratique.

La création d'un congé annuel d'engagement citoyen, associatif ou syndical permettrait à chaque salarié de consacrer une partie de son temps à des activités d'intérêt général sans subir de perte de rémunération ni de préjudice dans sa carrière professionnelle. Ce droit pourrait être utilisé pour exercer des responsabilités associatives, participer à des formations syndicales ou citoyennes, contribuer à des actions de solidarité, prendre part à la gouvernance d'organismes d'intérêt général ou participer à des instances de démocratie participative.

Cette mesure s'inscrit dans une conception de la République selon laquelle la citoyenneté ne s'exerce pas seulement dans les urnes, mais également par l'action collective et l'engagement au service de la société. Elle contribuerait à renforcer la démocratie sociale, à soutenir le monde associatif, à favoriser le renouvellement des responsables bénévoles et à encourager une participation plus active des citoyens à la vie publique.

Les gains de productivité et les progrès technologiques doivent permettre de libérer du temps au bénéfice de l'émancipation humaine. Une société plus juste ne se mesure pas seulement à la richesse qu'elle produit, mais aussi à la capacité qu'elle offre à chacun de participer à la construction du bien commun. Reconnaître un droit au temps consacré à l'engagement citoyen revient à affirmer que la vie démocratique et associative constitue une richesse collective qu'il appartient à la Nation de protéger et de développer.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann M.Ugo BARTH

Adt n°22

Article 2, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Faire du temps libéré un nouveau droit social en garantissant à chaque travailleur, tout au long de sa vie, des périodes rémunérées consacrées à la formation, à la vie familiale, à l'engagement citoyen, culturel ou associatif.

Exposé :

Le progrès technique et les gains de productivité doivent bénéficier à l'ensemble de la société. Leur finalité ne peut être la seule augmentation des profits ou de la rémunération du capital. Ils doivent permettre une amélioration des conditions de vie, une meilleure conciliation entre les différents temps de l'existence et un développement de la participation des citoyens à la vie collective.

La réduction du temps de travail ne constitue pas uniquement une politique de l'emploi. Elle participe d'un projet d'émancipation visant à permettre à chacun de consacrer davantage de temps à sa famille, à sa santé, à sa formation, à la culture, à la vie démocratique et à l'engagement associatif.

Une société du temps choisi est une société dans laquelle les progrès économiques sont mis au service du développement humain et du bien commun.

Présenté M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

S/Adt n°01 à l'Adt n°22

Article 2, Chapitre 8 :

Substituer au nouvel alinéa ainsi rédigé : Faire du temps libéré un nouveau droit social en garantissant à chaque travailleur, tout au long de sa vie, des périodes rémunérées consacrées à la formation, à la vie familiale, à l'engagement citoyen, culturel ou associatif.

L'alinéa :

Faire du temps libéré un nouveau droit social en garantissant à chaque travailleur, tout au long de sa carrière, des périodes rémunérées dédiées à la formation, à la reconversion professionnelle, à la vie familiale, à l'engagement citoyen, syndical, associatif, culturel ou à l'exercice de responsabilités d'intérêt général.

Exposé :

Le progrès technique, les gains de productivité et les innovations technologiques doivent bénéficier à l'ensemble de la société. Leur finalité ne peut être la seule augmentation des profits ou de la rémunération du capital. Ils doivent également permettre de conquérir de nouveaux droits et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Depuis plus d'un siècle, les grandes avancées sociales ont consisté à transformer les gains économiques en temps libéré : réduction de la durée du travail, congés payés, retraite ou encore droit à la formation. Cette dynamique doit aujourd'hui être poursuivie afin de répondre aux nouvelles aspirations de la société et aux profondes mutations du monde du travail.

Le temps consacré à la formation, à la transmission des savoirs, à la vie familiale, à l'engagement syndical, associatif ou citoyen ne doit pas être considéré comme un temps improductif. Il participe au développement humain, à la vitalité démocratique, à la cohésion sociale et au dynamisme économique du pays. Une société plus juste doit reconnaître que la création de richesse ne résulte pas uniquement du temps passé dans l'entreprise, mais aussi de l'investissement des citoyens dans la vie collective.

Ce nouveau droit social permettrait à chaque travailleur, sans perte de rémunération ni préjudice pour sa carrière, de disposer au cours de sa vie professionnelle de périodes dédiées à ces activités d'intérêt général. Il contribuerait à une meilleure conciliation entre les différents temps de l'existence, favoriserait l'engagement dans les associations, les syndicats et les institutions démocratiques, et renforcerait l'accès de tous à la formation continue.

La société du temps choisi repose sur une ambition simple : faire en sorte que les progrès économiques et technologiques libèrent les femmes et les hommes des contraintes subies, afin qu'ils puissent consacrer davantage de temps à leur famille, à leur épanouissement personnel, à la culture, à la solidarité et à la participation à la vie démocratique. Le temps libéré doit ainsi devenir une nouvelle conquête sociale et un élément essentiel de l'émancipation humaine.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M.Ugo BARTH

Adt n°23

Article 4, Chapitre 8 :

Augmenter la représentation des salariés dans les conseils d'administration

A cet alinéa, remplacer la rédaction actuelle par :

Garantir une représentation renforcée et contraignante des salariés dans les organes de gouvernance des entreprises. À ce titre, les conseils d'administration ou de surveillance des sociétés de plus de 250 salariés comprennent au minimum 40 % de représentants des salariés, élus directement par l'ensemble des travailleurs, avec un plancher incompressible d'un tiers des sièges dans toutes les entreprises concernées. Ces représentants disposent de droits délibératifs pleins, incluant le vote sur les orientations stratégiques, la politique salariale, la répartition de la valeur ajoutée et la politique d'investissement.

Exposé :

La concentration des décisions économiques entre les mains des seuls actionnaires et dirigeants constitue un facteur structurel d'accroissement des inégalités salariales au sein des entreprises. L'absence de contre-pouvoirs effectifs des salariés dans les instances de gouvernance contribue à la déconnexion entre la production réelle de richesse et sa redistribution.

Dans une perspective de démocratisation de l'économie, la participation accrue des travailleurs aux organes de décision constitue un levier essentiel de rééquilibrage du rapport capital/travail. Elle permet une meilleure prise en compte des conditions de travail, des écarts de rémunération internes et des besoins sociaux effectifs.

La fixation d'un quota minimal contraignant de représentation salariale vise ainsi à institutionnaliser un contrôle démocratique sur les choix stratégiques de l'entreprise, notamment en matière de politique salariale, de progression des rémunérations et de réduction des écarts internes. Cette mesure participe directement à l'objectif de réduction des inégalités de revenus et de limitation des logiques de captation de la valeur par une minorité.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M.Ugo BARTH

Adt n°24

Article 4, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Instauration d'une obligation de transparence et de progressivité des grilles salariales dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés.

Les entreprises concernées doivent :

Publier annuellement une grille complète des rémunérations par fonctions, niveaux de qualification et ancienneté ;

Garantir une progression salariale automatique minimale liée à l'ancienneté et à la qualification ;

Justifier publiquement tout écart de rémunération supérieur à un ratio interne défini par branche ;

Assurer la négociation obligatoire annuelle d'une réduction progressive des écarts de rémunération internes.

Exposé :

L'opacité des politiques salariales constitue un facteur central de reproduction des inégalités au sein de l'entreprise. Elle empêche toute comparaison objective des situations et limite la capacité d'action collective des salariés.

La mise en place d'une transparence obligatoire des rémunérations, couplée à des mécanismes de progression salariale encadrés, permet de réduire les discriminations structurelles, notamment entre femmes et hommes, et de limiter les écarts injustifiés de rémunération.

Elle s'inscrit dans une logique de maîtrise collective de la distribution de la valeur produite, en cohérence avec un objectif de justice sociale, de réduction des inégalités et de sécurisation des parcours professionnels.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M.Ugo BARTH

Adt n°25

Article 4, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Renforcer de manière significative les moyens de contrôle et d'intervention des autorités publiques en matière de droit du travail, par la création d'un Observatoire national des conditions de travail et des inégalités salariales, placé sous l'autorité conjointe de l'État et des partenaires sociaux.

Exposé :

L'effectivité du droit du travail et des politiques de réduction des inégalités repose sur la capacité de l'État à contrôler, mesurer et sanctionner les écarts constatés dans les entreprises. Or, l'affaiblissement progressif des moyens de contrôle public a conduit à une application partielle et inégale de la norme sociale.

Le renforcement des services de l'État chargés du contrôle du travail constitue ainsi une condition indispensable à la garantie des droits fondamentaux des travailleurs, notamment en matière de rémunération, d'égalité professionnelle et de conditions de travail.

La création d'un Observatoire national permet d'institutionnaliser un outil de connaissance statistique et d'analyse structurelle des inégalités salariales et des pratiques d'entreprise. En rendant ces données publiques et comparables, il devient possible d'objectiver les écarts, de renforcer la transparence économique et de soutenir l'action des pouvoirs publics.

Ce dispositif s'inscrit dans une logique de démocratisation de l'économie, en assurant que les règles collectives ne soient pas seulement proclamées, mais effectivement appliquées, contrôlées et garanties par la puissance publique.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann M.Ugo BARTH

Adt n°26

Article 4, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Le doublement des effectifs de l'inspection du travail et l'extension de ses prérogatives de contrôle inopiné dans les entreprises

Exposé :

L'effectivité du droit du travail et des politiques de réduction des inégalités repose sur la capacité de l'État à contrôler, mesurer et sanctionner les écarts constatés dans les entreprises. Or, l'affaiblissement progressif des moyens de contrôle public a conduit à une application partielle et inégale de la norme sociale.

Le renforcement des services de l'État chargés du contrôle du travail constitue ainsi une condition indispensable à la garantie des droits fondamentaux des travailleurs, notamment en matière de rémunération, d'égalité professionnelle et de conditions de travail.

La création d'un Observatoire national permet d'institutionnaliser un outil de connaissance statistique et d'analyse structurelle des inégalités salariales et des pratiques d'entreprise. En rendant ces données publiques et comparables, il devient possible d'objectiver les écarts, de renforcer la transparence économique et de soutenir l'action des pouvoirs publics.

Ce dispositif s'inscrit dans une logique de démocratisation de l'économie, en assurant que les règles collectives ne soient pas seulement proclamées, mais effectivement appliquées, contrôlées et garanties par la puissance publique.

[Cette proposition fait référence au renforcement des moyens de contrôle et d'intervention des autorités publiques (cf. ci-dessus)]

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann M.Ugo BARTH

Adt n°27

Article 4, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

La création d'un **Observatoire national des conditions de travail et des inégalités salariales**, chargé de :

Collecter et centraliser les données relatives aux salaires, aux écarts de rémunération, aux conditions de travail et aux discriminations ;

Publier des rapports annuels publics par secteur et par taille d'entreprise ;

Identifier les entreprises présentant des écarts excessifs ou des pratiques de contournement du droit du travail ;

L'obligation pour les entreprises de plus de 50 salariés de transmettre des données standardisées à cet observatoire ;

Exposé des motifs

L'effectivité du droit du travail et des politiques de réduction des inégalités repose sur la capacité de l'État à contrôler, mesurer et sanctionner les écarts constatés dans les entreprises. Or, l'affaiblissement progressif des moyens de contrôle public a conduit à une application partielle et inégale de la norme sociale.

Le renforcement des services de l'État chargés du contrôle du travail constitue ainsi une condition indispensable à la garantie des droits fondamentaux des travailleurs, notamment en matière de rémunération, d'égalité professionnelle et de conditions de travail.

La création d'un Observatoire national permet d'institutionnaliser un outil de connaissance statistique et d'analyse structurelle des inégalités salariales et des pratiques d'entreprise. En rendant ces données publiques et comparables, il devient possible d'objectiver les écarts, de renforcer la transparence économique et de soutenir l'action des pouvoirs publics.

Ce dispositif s'inscrit dans une logique de démocratisation de l'économie, en assurant que les règles collectives ne soient pas seulement proclamées, mais effectivement appliquées, contrôlées et garanties par la puissance publique.

[Cette proposition fait référence au renforcement des moyens de contrôle et d'intervention des autorités publiques (cf. ci-dessus)]

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Adt n°28

Article 4, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Renforcer les pouvoirs de sanction administrative en cas de non-transmission ou de fraude aux données sociales ;

La mise en place de plans de mise en conformité obligatoires pour les entreprises en situation de non-respect répété du droit du travail.

Exposé des motifs

L'effectivité du droit du travail et des politiques de réduction des inégalités repose sur la capacité de l'État à contrôler, mesurer et sanctionner les écarts constatés dans les entreprises. Or, l'affaiblissement progressif des moyens de contrôle public a conduit à une application partielle et inégale de la norme sociale.

Le renforcement des services de l'État chargés du contrôle du travail constitue ainsi une condition indispensable à la garantie des droits fondamentaux des travailleurs, notamment en matière de rémunération, d'égalité professionnelle et de conditions de travail.

La création d'un Observatoire national permet d'institutionnaliser un outil de connaissance statistique et d'analyse structurelle des inégalités salariales et des pratiques d'entreprise. En rendant ces données publiques et comparables, il devient possible d'objectiver les écarts, de renforcer la transparence économique et de soutenir l'action des pouvoirs publics.

Ce dispositif s'inscrit dans une logique de démocratisation de l'économie, en assurant que les règles collectives ne soient pas seulement proclamées, mais effectivement appliquées, contrôlées et garanties par la puissance publique.

[Cette proposition fait référence au renforcement des moyens de contrôle et d'intervention des autorités publiques (cf. ci-dessus)]

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Adt n°29

Article 5, Chapitre 8 :

Il est proposé de supprimer la disposition suivante :

« Élargir la médecine du travail aux chômeurs, avec visite obligatoire au-delà de six mois »

Et de la remplacer par :

« Garantir la continuité et l'automatisme des droits à l'assurance-chômage par la mise en place d'un suivi renforcé des parcours professionnels, assuré par le service public de l'emploi, incluant un entretien de situation obligatoire tous les six mois, sans conditionnalité punitive, afin d'assurer le maintien des droits, l'accès aux formations qualifiantes et la sécurisation des transitions professionnelles. »

Exposé :

La suppression de la disposition initiale se justifie par son inadéquation avec l'objet de l'assurance-chômage, qui vise la protection des travailleurs privés d'emploi et non l'extension de dispositifs de médecine du travail, lesquels relèvent exclusivement du cadre de la relation salariale.

La mesure de remplacement vise à renforcer la dimension protectrice de l'assurance-chômage en garantissant un accompagnement régulier et individualisé des personnes privées d'emploi, sans logique de contrôle médical ou de stigmatisation.

Le suivi proposé par le service public de l'emploi permet d'assurer la continuité des droits, d'améliorer l'accès à la formation et de faciliter les transitions professionnelles, dans une logique de sécurisation des parcours et de lutte contre les ruptures de droits.

Cette orientation s'inscrit dans une conception de l'assurance-chômage comme instrument de solidarité collective et de stabilisation des trajectoires professionnelles.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Adt n°30

Article 6, Chapitre 8 :

Rédiger ainsi l'alinéa 2 :

Donner à chaque salarié le droit à 36 heures de formation par an, cumulables sur plusieurs années dans la limite de trois ans, mobilisables à son initiative dans des parcours de formation certifiants ou qualifiants, visant prioritairement l'évolution professionnelle, la reconversion, ou l'acquisition de compétences liées aux mutations économiques, technologiques et écologiques. Ce droit vise à garantir l'adaptation continue des qualifications, la sécurisation des parcours professionnels et la réduction des inégalités d'accès à la formation tout au long de la vie active.

Exposé :

Le droit individuel à la formation ne peut être conçu comme un simple avantage abstrait ou un temps de développement personnel déconnecté des réalités économiques et sociales. Dans une économie marquée par des transformations rapides des métiers, la numérisation et la transition écologique, la formation continue constitue un instrument central de sécurisation des trajectoires professionnelles.

La reconnaissance d'un droit annuel à la formation doit ainsi s'inscrire dans une logique de **qualification progressive des travailleurs**, permettant à chacun d'anticiper les évolutions de son activité, d'éviter les ruptures d'emploi et de faciliter les reconversions professionnelles choisies.

En garantissant la possibilité d'accumuler ces heures et de les mobiliser dans des parcours certifiants ou qualifiants, le dispositif renforce l'effectivité du droit à la formation tout en orientant les choix individuels vers des objectifs socialement structurants : maintien dans l'emploi, mobilité professionnelle et adaptation aux mutations productives.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Adt n°31

Article 8, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Calculer le montant des pensions de retraite sur les dix meilleures années de revenus pour les salariés du secteur privé, et sur les six derniers mois revalorisés pour la fonction publique, afin de mieux refléter les périodes de stabilité et de qualification professionnelle.

Exposé :

Le mode de calcul actuel des pensions pénalise fortement les carrières discontinues, les temps partiels subis et les périodes de précarité. En retenant les périodes les plus favorables de la carrière, il s'agit de corriger les effets de trajectoires professionnelles hachées et de mieux reconnaître la valeur réelle du travail accompli.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Retiré le 11/06/2026

Adt n°32

Article 8, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Garantir une indexation automatique des pensions sur un indice élargi du coût de la vie intégrant l'inflation, le logement et les dépenses de santé, avec revalorisation minimale annuelle obligatoire

Exposé :

L'indexation des pensions de retraite sur l'inflation telle qu'elle est actuellement mesurée repose sur un indicateur global de prix qui ne reflète que partiellement la structure réelle des dépenses supportées par les retraités. Or, ces dernières se caractérisent par une concentration plus forte sur un nombre limité de postes de consommation incompressibles, au premier rang desquels figurent le logement, la santé, l'énergie et certains services essentiels.

En particulier, les retraités consacrent une part plus importante de leurs revenus aux dépenses de santé, dont la dynamique de hausse est structurellement supérieure à celle de l'inflation moyenne, ainsi qu'aux dépenses de logement, qui continuent d'augmenter sous l'effet de tensions persistantes sur le marché immobilier, des charges locatives et des coûts d'entretien. Cette spécificité rend l'indice général des prix insuffisamment représentatif de la dégradation effective du pouvoir d'achat des pensions, notamment pour les ménages les plus modestes.

Dans ces conditions, une indexation strictement alignée sur l'inflation moyenne tend à produire, à moyen terme, un décrochage progressif entre l'évolution des pensions et celle des besoins réels des retraités. Ce phénomène contribue à une érosion silencieuse du niveau de vie, particulièrement marquée pour les pensions les plus faibles, pour lesquelles la marge de manœuvre budgétaire est déjà réduite.

L'intégration d'un indice élargi, tenant compte spécifiquement de l'évolution des coûts du logement et de la santé, vise ainsi à mieux corriger cette distorsion. Elle permettrait de rapprocher l'évolution des pensions de la réalité des dépenses contraintes, en garantissant une protection plus effective du pouvoir d'achat.

Une telle évolution s'inscrit dans une logique de justice sociale et de sécurisation des conditions de vie des retraités, en particulier des plus fragiles, pour lesquels la stabilité du revenu disponible constitue un élément déterminant de l'autonomie et de la dignité.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Adt n°32

Article 8, Chapitre 8 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Valider des trimestres de retraite au titre de l'engagement associatif de longue durée, de l'aidance familiale et de la parentalité, dans la limite d'un plafond défini par décret.

Exposé :

Une partie importante du travail social utile à la société n'est pas rémunérée ni reconnue dans les droits à retraite. Cette mesure vise à intégrer les activités de care, d'aide aux proches et d'engagement collectif dans la construction des droits sociaux, afin de réduire les inégalités entre parcours masculins et féminins notamment.

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Retiré le 11/06/2026

Adt n°33

Article 2, Chapitre 9 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer une filière ferroviaire nationale intégrée en conditionnant la commande publique à la production sur le territoire et en soutenant la relocalisation des activités stratégiques de conception, de fabrication, de maintenance et de recyclage des matériels roulants et des infrastructures ferroviaires.

Exposé :

Le développement d'une industrie ferroviaire puissante constitue un enjeu majeur de souveraineté économique, de réindustrialisation et de transition écologique. Le transport ferroviaire est appelé à jouer un rôle central dans la décarbonation des mobilités et dans le rééquilibrage de l'aménagement du territoire. Cette ambition suppose l'existence d'une capacité nationale de production et d'innovation permettant de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les processus de délocalisation et la fragmentation internationale des chaînes d'approvisionnement ont fragilisé l'appareil productif français dans ce secteur pourtant stratégique. Cette dépendance expose le pays à des ruptures d'approvisionnement, à une perte de savoir-faire industriel et à une concurrence fondée sur le moins-disant social et environnemental.

La commande publique représente un levier essentiel de politique industrielle. Son utilisation au service de la relocalisation des activités ferroviaires permettrait de soutenir l'emploi qualifié, de préserver les compétences techniques et de renforcer l'autonomie productive nationale. Le développement d'une filière intégrée, couvrant la recherche, la fabrication, la maintenance et le recyclage des équipements, contribuerait également à la structuration d'écosystèmes industriels locaux et à la revitalisation de nombreux territoires.

Cette orientation participe d'une stratégie plus large de reconquête industrielle, dans laquelle les investissements publics et les besoins collectifs constituent des moteurs de développement économique au service de l'intérêt général et de la bifurcation écologique.

Déposé le 06/06/2026

Présenté par M.Ugo BARTH

Adt n°34

Article 3, Chapitre 9 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Lancer un programme national de modernisation et d'électrification intégrale des lignes ferroviaires, accompagné du développement du fret ferroviaire et des plateformes multimodales sur l'ensemble du territoire.

Exposé :

Le développement du transport ferroviaire constitue un levier majeur de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de diminution de la dépendance aux énergies fossiles. Toutefois, une part importante du réseau souffre d'un déficit chronique d'investissements, tandis que le fret ferroviaire a connu un recul continu au profit du transport routier.

Un vaste programme de modernisation et d'électrification des infrastructures permettrait de renforcer la cohésion territoriale, de soutenir l'industrie ferroviaire nationale et de créer des milliers d'emplois qualifiés dans les secteurs des travaux publics, de la métallurgie, de l'ingénierie et de la maintenance.

Le développement des plateformes multimodales favoriserait également le report du transport de marchandises vers le rail, réduisant ainsi les nuisances environnementales et les coûts collectifs liés au transport routier.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 06/06/2026

Adt n°35

Article 3, Chapitre 9 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Engager un plan national de rénovation écologique des bâtiments publics, des écoles, des hôpitaux et des logements sociaux, avec une maîtrise d'ouvrage publique et des filières de matériaux produits localement.

Exposé :

Le parc immobilier public représente une part importante de la consommation énergétique nationale. La rénovation thermique des bâtiments constitue l'un des investissements les plus efficaces pour réduire durablement les émissions de carbone, lutter contre la précarité énergétique et améliorer les conditions de vie des usagers.

Un programme national de grande ampleur permettrait de structurer des filières industrielles locales, de soutenir l'artisanat et les entreprises du bâtiment et de créer des emplois non délocalisables sur l'ensemble du territoire.

En favorisant l'utilisation de matériaux issus de productions locales et durables, cette politique contribuerait également à la réindustrialisation du pays et à la réduction de son empreinte environnementale.

Présenté par M.Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann

Déposé le 06/06/2026

Adt n°36

Article 3, Chapitre 9 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Lancer un grand plan national de restauration des cours d'eau, des forêts, des zones humides et des infrastructures de prévention des risques climatiques, en créant un service public de la résilience écologique.

Exposé :

Le changement climatique accentue la fréquence et l'intensité des inondations, sécheresses, incendies et phénomènes d'érosion. Face à ces évolutions, la protection des écosystèmes et l'adaptation des territoires constituent une nécessité d'intérêt général.

La restauration des milieux naturels, la renaturation des espaces artificialisés et le renforcement des infrastructures de prévention représentent des investissements utiles pour les générations futures. Ils permettent également la création d'emplois durables dans les secteurs de l'ingénierie écologique, de la gestion forestière, de l'hydraulique et des travaux publics.

La mise en place d'un véritable service public de la résilience écologique donnerait à la puissance publique les moyens d'organiser ces grands chantiers dans une logique de planification et d'aménagement équilibré du territoire.

[La rédaction de cet amendement a partiellement été aidée par l'Intelligence artificielle]

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann M.Ugo BARTH,

Déposé le 06/06/2026

Adt n°37

Article 2, Chapitre 10 :

Compléter l'alinéa suivant :

« Garantir le droit du sol intégral à tous les enfants nés en France, le rétablir sur l'ensemble du territoire national et faciliter l'accès à la nationalité française » *par les termes* : « et inscrire le principe du droit du sol dans la Constitution afin d'en garantir le caractère fondamental et l'égalité d'application sur tout le territoire de la République. »

Exposé :

Le droit du sol constitue l'un des fondements historiques du modèle républicain français d'accès à la nationalité. Il traduit le principe selon lequel l'appartenance à la communauté nationale résulte d'un lien durable avec le territoire de la République et d'une volonté d'intégration dans la collectivité nationale, indépendamment de l'origine sociale, culturelle ou familiale.

Les évolutions législatives successives ont conduit à une remise en cause partielle de ce principe et à une différenciation de son application sur certaines parties du territoire national. Cette situation fragilise le principe d'égalité devant la loi et nourrit une insécurité juridique sur les conditions d'accès à la nationalité française.

L'inscription du droit du sol dans la Constitution vise à reconnaître sa valeur de principe fondamental de la République et à garantir sa stabilité dans le temps. Elle permettrait d'assurer une application uniforme sur l'ensemble du territoire national et de préserver un modèle de citoyenneté fondé sur l'égalité des droits et l'intégration républicaine.

Cette évolution contribuerait à renforcer la cohésion nationale en affirmant que la communauté politique française repose sur l'adhésion aux principes de la République et sur la participation à la vie collective, plutôt que sur des critères d'origine ou de filiation.

Présenté par M.Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann

Déposé le 06/06/2026

Adt n°38

Article 1, Chapitre 12 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Inscrire dans la Constitution le principe de la « règle verte », selon lequel il ne peut être prélevé sur les ressources naturelles davantage que ce que les écosystèmes sont en capacité de reconstituer

Exposé :

L'inscription du principe de la « règle verte » dans la Constitution vise à consacrer une norme fondamentale d'organisation de l'activité humaine au sein des limites physiques de la planète. Elle repose sur l'idée que l'économie ne peut durablement se développer qu'en respectant les capacités de régénération des écosystèmes naturels, condition essentielle de la préservation des équilibres biologiques, climatiques et sociaux.

Les activités humaines ont atteint un niveau d'intensité tel qu'elles exercent une pression excessive sur les ressources naturelles, conduisant à l'épuisement des sols, à la dégradation de la biodiversité, à l'accélération du dérèglement climatique et à l'altération durable des cycles naturels. Ces phénomènes compromettent les conditions mêmes de la vie humaine et accentuent les inégalités sociales face aux effets des crises écologiques.

La reconnaissance constitutionnelle de la règle verte permettrait de donner une portée juridique supérieure à un principe de sobriété écologique structurant, en orientant l'ensemble des politiques publiques, des choix économiques et des stratégies industrielles vers la préservation des capacités de renouvellement de la nature.

Elle consacrerait ainsi une hiérarchie claire des normes, dans laquelle les impératifs de production et de consommation s'inscrivent dans les limites biophysiques du vivant, garantissant à long terme les conditions matérielles de la souveraineté collective et de la justice environnementale.

Cette inscription constitutionnelle participerait enfin à la construction d'un modèle de société fondé sur la soutenabilité, la planification écologique et la responsabilité intergénérationnelle.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 09/06/2026

Adt n°39

Article 1, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer un Fonds public de planification écologique et industrielle, financé par l'État, la Caisse des dépôts et une contribution exceptionnelle sur les grandes fortunes, destiné à financer les infrastructures de la bifurcation écologique et la réindustrialisation des territoires.

Exposé :

La transformation du modèle productif nécessite un pilotage public fort et des financements stables, indépendants des logiques de marché financier de court terme. La création d'un fonds dédié permettrait de centraliser et d'orienter les investissements vers les secteurs stratégiques de la transition écologique et de la souveraineté industrielle.

Il s'agirait de soutenir prioritairement les projets créateurs d'emplois durables, les filières industrielles décarbonées et la relocalisation des productions essentielles.

[La rédaction de cet amendement a partiellement été aidée par l'Intelligence artificielle]

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M.Ugo BARTH

Déposé le 09/06/2026

Adt n°40

Article 1, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Conditionner l'accès au crédit bancaire et aux marchés financiers pour les grandes entreprises au respect d'engagements vérifiables en matière de réduction des émissions, d'emploi local et de relocalisation productive. »

Exposé :

Le financement de l'économie constitue un levier décisif d'orientation des choix productifs. En subordonnant l'accès au crédit et aux marchés financiers à des objectifs sociaux et écologiques contraignants, il devient possible de réorienter les comportements des grandes entreprises vers la bifurcation écologique.

Cette mesure permet d'aligner les flux financiers sur les objectifs de long terme de la société, en limitant les stratégies de délocalisation et de spéculation.

[La rédaction de cet amendement a partiellement été aidée par l'Intelligence artificielle]

Présenté M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann M.Ugo BARTH

Déposé le 09/06/2026

Adt n°41

Article 1, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Imposer aux entreprises de plus de 250 salariés l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de conversion écologique contraignant, sous contrôle public, intégrant objectifs de décarbonation, sobriété énergétique et transformation des modes de production.

Exposé :

La bifurcation écologique ne peut reposer sur des démarches volontaires insuffisantes face à l'urgence climatique. Un cadre obligatoire de planification par entreprise permettrait de structurer la transformation des appareils productifs et d'assurer une cohérence nationale des efforts de transition.

Ce dispositif renforcerait également la visibilité pour les salariés et les territoires concernés, en anticipant les mutations industrielles et en sécurisant les emplois.

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann M.Ugo BARTH

Déposé le 09/06/2026

Adt n°42

Article 1, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Instituer un droit opposable à la reconversion écologique pour les territoires industriels en déclin, garantissant l'intervention de l'État pour financer et organiser la transformation des activités économiques locales.

Exposé :

Les territoires fortement industrialisés ont subi des décennies de désindustrialisation et de fermetures d'usines. La bifurcation écologique doit constituer une opportunité de reconstruction économique et sociale, et non une nouvelle vague de déclin.

Le droit opposable à la reconversion permettrait de garantir une intervention publique systématique pour soutenir les bassins d'emploi touchés, en finançant des activités industrielles et écologiques de substitution.

Présenté par M. Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann

Déposé le 09/06/2026

Adt n°43

Article 1, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Permettre la nationalisation temporaire d'entreprises stratégiques en cas de non-respect grave des obligations sociales ou environnementales, afin d'assurer leur reconversion au service de la bifurcation écologique.

Exposé :

Certaines entreprises jouent un rôle déterminant dans les chaînes de valeur industrielles et écologiques. Lorsqu'elles ne respectent pas les engagements sociaux ou environnementaux essentiels, l'intervention publique directe devient nécessaire pour éviter la destruction d'emplois et orienter la production vers des activités compatibles avec les objectifs climatiques.

La nationalisation temporaire constitue un outil de stabilisation et de transformation, permettant de préserver les capacités productives tout en assurant leur reconversion.

Présenté par M.Ugo BARTH ,M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann

Déposé le 09/06/2026

Article 2, Chapitre 13 :

A l'alinéa 1, supprimer les termes : « Renationaliser la SNCF et refuser la mise en concurrence des lignes de transport » *au profit de* : « Renationaliser intégralement le système ferroviaire et réintégrer l'ensemble des activités du transport public ferroviaire dans un monopole public unifié, en mettant fin à la mise en concurrence des lignes et en garantissant une gestion coordonnée par un opérateur public unique sous contrôle démocratique. »

Exposé :

Le transport ferroviaire constitue un pilier essentiel de la transition écologique et de l'aménagement équilibré du territoire. Il représente l'un des modes de transport les plus efficaces en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de désengorgement routier et de limitation de la dépendance aux énergies fossiles.

Cependant, les réformes successives fondées sur la libéralisation et la mise en concurrence du réseau ferroviaire ont conduit à une fragmentation de l'organisation du système, à une complexification de la gouvernance et à une inégalité croissante entre les territoires. Cette logique de segmentation économique tend à privilégier les lignes rentables au détriment des besoins sociaux et territoriaux, fragilisant ainsi la continuité du service public.

La renationalisation intégrale du système ferroviaire vise à rétablir une cohérence d'ensemble dans la gestion des infrastructures et des services, en permettant une planification publique unifiée des investissements, des dessertes et des tarifs. Elle permet également de renforcer les conditions de travail des salariés du secteur et de garantir une stratégie industrielle de long terme en matière de matériel roulant et d'infrastructures.

La suppression de la mise en concurrence constitue, dans ce cadre, une condition de réaffirmation du principe d'égalité d'accès au service public, en substituant à la logique de rentabilité financière une logique de satisfaction des besoins collectifs et de réduction des inégalités territoriales.

- 76 % des Français sont pour le retour d'un contrôle public sur le rail et les trains (Harris Interactive, juillet 2021)

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 10/06/2026

Adt n°45

Article 2, Chapitre 13 :

A l'alinéa 2, substituer les termes : « Refuser la suppression des lignes ferroviaires du quotidien et en réouvrir, augmenter le nombre de trains et garantir des tarifs accessibles, maintenir des guichets physiques dans les gares » par

« Garantir la non-suppression des lignes ferroviaires du quotidien, engager un plan national de réouverture des lignes et gares fermées, augmenter l'offre de trains sur les axes de desserte fine du territoire et instaurer une obligation de maintien des guichets physiques dans les gares assurant un accès humain au service public ferroviaire. »

Exposé :

La fermeture progressive des lignes dites de « desserte fine du territoire » a contribué à un renforcement des inégalités territoriales et à une dépendance accrue à la voiture individuelle. Cette évolution résulte davantage de choix budgétaires et de critères de rentabilité que d'une évaluation globale des besoins sociaux et environnementaux.

Le maintien et le développement du réseau ferroviaire de proximité constituent pourtant un levier essentiel de transition écologique et de cohésion territoriale. Ils permettent de garantir un droit effectif à la mobilité, indépendamment des capacités financières ou géographiques des populations.

Le maintien des guichets physiques participe également à l'égalité d'accès au service public, en assurant une présence humaine indispensable à l'accompagnement des usagers, notamment les plus fragiles.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann,

Déposé le 10/06/2026

Adt n°46

Article 2, Chapitre 13 :

A l'alinéa 4, substituer les termes : « Revenir sur la liquidation de Fret SNCF poussée par la Commission européenne et mise en place par le gouvernement ; défendre l'opérateur public et développer massivement le fret ferroviaire en rendant obligatoire le raccordement des plateformes logistiques » par

« Réaffirmer la maîtrise publique du fret ferroviaire en revenant sur les décisions de démantèlement de Fret SNCF, en consolidant un opérateur public national intégré et en rendant obligatoire le raccordement ferroviaire des plateformes logistiques et industrielles. »

Exposé :

Le transport de marchandises constitue un enjeu central de souveraineté industrielle et de transition écologique. La fragilisation de l'opérateur public de fret a conduit à un recul du rail au profit du transport routier, plus émetteur de gaz à effet de serre et générateur de nuisances environnementales.

La consolidation d'un opérateur public intégré permettrait de garantir une stratégie cohérente de développement du fret ferroviaire, en articulation avec les politiques industrielles et logistiques nationales.

L'obligation de raccordement des plateformes logistiques vise à corriger une déconnexion structurelle entre infrastructures industrielles et réseau ferroviaire, afin de favoriser un report modal massif vers le rail.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 10/06/2026

Adt n°47

Article 2, Chapitre 13 :

A l'alinéa 9, substituer les termes : Décréter un moratoire sur les zones à faibles émissions (ZFE) dans leur conception actuelle, dont les critères induisent des inégalités sociales et une trop grande tolérance à l'égard de certains véhicules, notamment les SUV, qualifiés à tort de non-polluants » par

« Instaurer un moratoire sur les zones à faibles émissions dans leur configuration actuelle et engager une refonte nationale garantissant leur cohérence écologique et leur compatibilité avec les principes de justice sociale et territoriale. »

Exposé :

Les zones à faibles émissions ont pour objectif de réduire les pollutions atmosphériques urbaines, mais leur mise en œuvre actuelle peut produire des effets socialement discriminants, en particulier pour les ménages modestes dépendants de véhicules anciens faute d'alternatives de mobilité suffisantes.

Un moratoire permettrait de réévaluer ces dispositifs à l'aune de leur efficacité réelle et de leur impact social. La refonte proposée viserait à articuler impératif écologique et justice sociale, en conditionnant leur déploiement à la mise en place préalable de solutions de transport public accessibles et abordables.

Présenté par M.Ugo BARTH

Déposé le 10/06/2026

Adt n°48

Article 2, Chapitre 13 :

A l'alinéa 12, substituer les termes : « Renationaliser les autoroutes, en revenant sur les hausses de prix passées, ainsi que les aéroports stratégiques » par

« Renationaliser les concessions autoroutières et les aéroports stratégiques, mettre fin aux hausses tarifaires injustifiées et intégrer ces infrastructures dans une politique publique de mobilité et de transition écologique. »

Exposé :

La gestion privée des infrastructures autoroutières et aéroportuaires a conduit à une logique de rentabilité financière se traduisant par une hausse continue des tarifs et une insuffisante prise en compte des objectifs de transition écologique.

La renationalisation permettrait de réintégrer ces infrastructures dans une stratégie publique de mobilité, fondée sur la régulation des flux, la maîtrise des coûts pour les usagers et la réduction de l'empreinte carbone du transport.

Elle constitue également un levier de redistribution économique et de réaffirmation de l'intérêt général dans la gestion des biens communs structurants.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann,

Déposé le 10/06/2026

Adt n°49

Article 2, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Instaurer la gratuité progressive des transports publics urbains et périurbains, en commençant par les jeunes, les personnes en recherche d'emploi et les publics à faibles revenus, avec un objectif de gratuité universelle à moyen terme.

Exposé :

L'accès aux transports publics constitue une condition essentielle d'égalité réelle d'accès à l'emploi, aux services publics et aux droits fondamentaux. Pourtant, le coût du transport demeure un frein important pour de nombreux ménages modestes.

La gratuité progressive permet de lever ces barrières économiques tout en renforçant l'attractivité des mobilités collectives. Elle contribue également à réduire l'usage de la voiture individuelle, et donc les émissions de gaz à effet de serre.

En garantissant un financement public adapté, cette mesure s'inscrit dans une logique de service public de la mobilité et de réduction des inégalités territoriales.

Présenté par M. Ugo BARTH

Déposé le 10/06/2026

Adt n°50

Article 2, Chapitre 13 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer un réseau public de mobilité rurale écologique fondé sur des navettes électriques, du transport à la demande et des solutions mutualisées, financé par l'État et les collectivités territoriales.

Exposé :

Les territoires ruraux sont particulièrement affectés par la réduction de l'offre de transport public, entraînant une dépendance accrue à la voiture individuelle et une aggravation des inégalités territoriales.

Un réseau de mobilité rurale permettrait de garantir un droit effectif à la mobilité dans les zones peu denses, en combinant différentes solutions adaptées aux réalités locales. Il contribuerait à la transition écologique tout en renforçant la cohésion territoriale et l'accès aux services essentiels.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Ugo BARTH, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann,

Déposé le 10/06/2026

Retiré le 11/06/2026

Adt n°51

Article 3, Chapitre 13 :

Réécrire ainsi cet article :

Engager une planification publique de la bifurcation énergétique reposant sur un mix énergétique piloté démocratiquement, combinant montée en puissance des énergies renouvelables, maintien d'un parc nucléaire sécurisé, et sortie progressive des énergies fossiles, dans le cadre d'un pôle public national de l'énergie.

Exposé :

La bifurcation énergétique constitue un enjeu stratégique majeur à la fois sur le plan climatique, industriel et social. Elle ne peut être laissée aux mécanismes de marché ni à des logiques concurrentielles ayant conduit à la fragmentation du système électrique et à une hausse des inégalités d'accès à l'énergie.

La présente réécriture vise à organiser une stratégie globale articulant trois objectifs indissociables : la sortie des énergies fossiles, la sécurisation du système électrique et la maîtrise publique des infrastructures énergétiques.

La sortie des énergies carbonées implique l'arrêt immédiat des subventions publiques aux énergies fossiles, y compris à l'international, et la mise en cohérence de la politique énergétique avec les objectifs climatiques. Cette orientation nécessite également une politique active de sobriété et d'efficacité énergétique, notamment par la rénovation massive des bâtiments, la lutte contre la précarité énergétique et la réduction des consommations inutiles dans le secteur tertiaire.

La transformation du système énergétique repose sur une planification des infrastructures de production et de gestion de l'électricité. Elle suppose le développement massif des énergies renouvelables adaptées aux territoires et aux conditions géographiques, ainsi que le maintien d'un parc nucléaire public sécurisé garantissant la stabilité du réseau et la continuité de l'approvisionnement. Ce mix énergétique piloté permet d'assurer la sécurité énergétique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Cette stratégie implique également le développement de capacités de flexibilité et de stockage, incluant les stations de transfert d'énergie par pompage, les réseaux intelligents et les technologies de type véhicule-réseau, afin de réguler les fluctuations de production et de consommation.

La sortie du marché concurrentiel de l'énergie constitue une condition de cette planification. Elle passe par la renationalisation et la recomposition d'un pôle public de l'énergie intégrant la production, le transport et la distribution, en lien avec des structures coopératives locales. Ce pôle public permettrait de fixer des tarifs réglementés fondés sur les coûts réels de production, intégrant des objectifs de justice sociale, notamment par la mise en place de volumes d'énergie de base garantissant une vie digne.

La politique énergétique doit également s'appuyer sur une stratégie industrielle cohérente, incluant la sécurisation des filières du nucléaire, la réduction de la sous-traitance et la garantie

des droits des travailleurs du secteur, ainsi que leur reconversion progressive dans le cadre de la transition énergétique.

Par ailleurs, la rénovation énergétique massive des logements constitue un pilier central de la réduction de la demande énergétique. Elle doit être menée à grande échelle, avec un objectif de plusieurs centaines de milliers de rénovations complètes par an, en ciblant prioritairement les passoires thermiques et les ménages modestes. Cette politique doit s'accompagner de dispositifs publics structurants, tels qu'un guichet unique de rénovation, la formation des professionnels et la généralisation de matériaux de construction écologiques et locaux.

Enfin, la sécurité et la transparence du système nucléaire doivent être renforcées par le rétablissement de la séparation des autorités de sûreté et de radioprotection, ainsi que par le maintien de moyens publics renforcés dédiés au contrôle indépendant.

Cette stratégie globale vise ainsi à garantir un système énergétique décarboné, sécurisé, socialement juste et piloté par la puissance publique, en rompant avec la logique de marché et en organisant une véritable souveraineté énergétique au service de la population.

Présenté par M. Ugo BARTH, M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann,

Déposé le 10/06/2026

Adt n°52

Article 2, Chapitre 14 :

A l'alinéa 15, compléter *les termes* Instaurer un moratoire sur le déploiement des méga-bassines par « Instaurer un moratoire immédiat sur les méga-bassines, interdire leur généralisation et soumettre tout projet de stockage artificiel de grande capacité à une autorisation publique fondée sur des critères scientifiques, écologiques et démocratiques, garantissant la préservation de la ressource en eau et le partage équitable des usages. ».

Exposé :

L'eau constitue un bien commun essentiel dont la gestion ne peut être guidée par des logiques de privatisation ou d'appropriation exclusive de la ressource. Dans un contexte marqué par l'aggravation des épisodes de sécheresse et les effets du changement climatique, la préservation des nappes phréatiques et des équilibres hydrologiques devient un enjeu majeur d'intérêt général.

Les projets de méga-bassines soulèvent de nombreuses interrogations quant à leurs conséquences sur les écosystèmes, le renouvellement des ressources en eau et l'égalité d'accès entre les différents usages agricoles, domestiques et environnementaux. La concentration d'importants volumes d'eau au bénéfice d'un nombre limité d'exploitations peut contribuer à accentuer les tensions sur la ressource et à favoriser des modèles de production fortement consommateurs d'eau.

Le moratoire constitue une mesure de précaution nécessaire, mais il doit s'accompagner d'un cadre pérenne de régulation. L'objectif est de faire prévaloir une gestion collective de l'eau fondée sur les capacités naturelles de renouvellement des milieux, la priorité donnée aux besoins essentiels des populations et la préservation des écosystèmes.

Toute création d'ouvrages de stockage de grande capacité devrait ainsi être subordonnée à une évaluation scientifique indépendante, à une concertation démocratique locale et à la démonstration de son utilité collective, dans le respect des objectifs de sobriété hydrique et d'adaptation au changement climatique.

Présenté par M. Ugo BARTH, M.BLOSSIER Hugo, Mme.BOUHADJEB Nadia, M.MUSELLI-COLONNA Pierre-Ange, M.Quentin Leyrat

Déposé le 10/06/2026

Adt n°53

Article 4, Chapitre 14 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Reconnaître la forêt comme un patrimoine naturel stratégique de la Nation et inscrire dans la loi le principe de sa gestion durable au service de l'intérêt général, de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique.

Exposé :

La forêt remplit des fonctions essentielles qui dépassent largement sa seule valeur économique. Elle constitue un puits de carbone, un réservoir de biodiversité, un régulateur du cycle de l'eau et un espace de vie et de loisirs pour la population.

Face aux effets du changement climatique et aux pressions économiques croissantes sur les espaces forestiers, il apparaît nécessaire de consacrer le caractère stratégique de la forêt pour la Nation. Cette reconnaissance permettrait de faire prévaloir les impératifs écologiques et l'intérêt général sur les logiques de rentabilité immédiate.

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Gilbert Delormer, Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 10/06/2026

Adt n°54

Article 4, Chapitre 14 :

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer un établissement public national de recherche et d'observation des écosystèmes forestiers chargé du suivi scientifique de l'état des forêts, de l'impact du changement climatique et de l'élaboration des stratégies publiques d'adaptation.

Exposé :

La transformation rapide des écosystèmes forestiers nécessite une connaissance scientifique approfondie et un suivi permanent des phénomènes sanitaires, climatiques et écologiques.

La création d'un établissement public dédié permettrait de renforcer les capacités d'expertise de la puissance publique, d'orienter les politiques forestières et d'assurer une meilleure diffusion des connaissances auprès des gestionnaires et des collectivités territoriales.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 10/06/2026

Adt n°55

Article 1, Chapitre 16:

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Réaffirmer la primauté de l'Organisation des Nations unies dans le règlement des différends internationaux et privilégier systématiquement les solutions diplomatiques, la médiation et le droit international.

Exposé :

La multiplication des crises internationales et le retour des logiques de puissance fragilisent les mécanismes collectifs de prévention et de résolution des conflits. Dans ce contexte, le renforcement du rôle des institutions multilatérales constitue une garantie essentielle pour la paix et la stabilité internationales.

La France doit promouvoir une politique étrangère fondée sur le respect du droit international, la recherche de solutions négociées et le soutien aux mécanismes de médiation, afin de contribuer à un ordre mondial fondé sur la coopération plutôt que sur les rapports de force.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°56

Article 1, Chapitre 16:

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer une stratégie nationale de souveraineté économique visant à réduire les dépendances critiques de la France dans les secteurs stratégiques et à protéger les infrastructures essentielles contre les prises de contrôle étrangères.

Exposé :

La multiplication des crises internationales et le retour des logiques de puissance fragilisent les mécanismes collectifs de prévention et de résolution des conflits. Dans ce contexte, le renforcement du rôle des institutions multilatérales constitue une garantie essentielle pour la paix et la stabilité internationales.

La France doit promouvoir une politique étrangère fondée sur le respect du droit international, la recherche de solutions négociées et le soutien aux mécanismes de médiation, afin de contribuer à un ordre mondial fondé sur la coopération plutôt que sur les rapports de force.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°57

Article 1, Chapitre 16:

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Faire de la francophonie un espace privilégié de coopération culturelle, scientifique, universitaire et économique fondé sur le respect mutuel, l'égalité entre les peuples et le co-développement.

Exposé :

La langue française et les liens historiques entre les pays francophones constituent un vecteur important de coopération internationale. Cette relation ne peut cependant s'inscrire dans des logiques de domination ou d'influence unilatérale.

Le développement de partenariats équilibrés dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de la culture et du développement économique permettrait de renforcer les échanges entre les peuples et de promouvoir une mondialisation fondée sur la solidarité et la coopération.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°58

Article 2, Chapitre 16:

Réécrire ainsi cet article :

Construire une défense souveraine, indépendante et républicaine, fondée sur la maîtrise publique des capacités stratégiques, l'autonomie industrielle et technologique, la protection de la Nation face aux nouvelles menaces et l'engagement constant de la France en faveur de la paix, du droit international et du désarmement multilatéral.

Constituer un pôle public de la défense et de l'armement, garantir la maîtrise nationale des industries stratégiques, privilégier les équipements produits sur le territoire national, développer les technologies de rupture et les capacités de défense dans les domaines numérique, spatial et cyber.

Adapter les armées aux conséquences du changement climatique, renforcer les capacités de renseignement et d'anticipation des risques stratégiques, sanitaires et environnementaux, moderniser les infrastructures militaires et garantir aux militaires et anciens combattants une protection sociale et sanitaire renforcée.

Développer une politique de défense indépendante inscrite dans une logique de paix, en soutenant les initiatives internationales de désarmement nucléaire et conventionnel, en participant aux travaux internationaux sur la sécurisation des installations nucléaires civiles en période de conflit et en renforçant le rôle des organisations multilatérales dans la prévention des crises.

Exposé :

Le contexte international est marqué par une multiplication des tensions géopolitiques, l'émergence de nouvelles formes de conflictualité et l'accroissement des risques liés au dérèglement climatique, aux crises sanitaires et aux transformations technologiques. Face à ces évolutions, la France doit disposer d'une politique de défense garantissant sa souveraineté et son indépendance stratégique.

Cette autonomie suppose la maîtrise publique des secteurs industriels essentiels à la défense nationale. La préservation et le développement d'une base industrielle et technologique nationale constituent une condition de la liberté de décision politique et militaire du pays. Le renforcement d'un pôle public de l'armement, le soutien aux filières industrielles stratégiques et la priorité donnée aux productions nationales participent de cette exigence.

La défense nationale doit également intégrer les nouvelles dimensions des menaces contemporaines. Les enjeux cyber, spatiaux, numériques, sanitaires et climatiques imposent une adaptation continue des capacités de renseignement, des infrastructures militaires et des équipements des forces armées. Le développement des technologies de rupture doit être

orienté vers des finalités défensives, de protection des populations et de sécurisation des infrastructures critiques.

Cette stratégie implique également une attention particulière aux conditions de vie et de travail des militaires. Le renforcement du service de santé des armées, l'amélioration de la prise en charge des blessures physiques et psychiques ainsi que l'accompagnement des personnels tout au long de leur carrière participent de la reconnaissance de leur engagement au service de la Nation.

Enfin, l'indépendance stratégique de la France est indissociable de son engagement historique en faveur de la paix et du multilatéralisme. Une défense souveraine n'est pas une défense de confrontation, mais une défense capable de garantir la sécurité nationale tout en contribuant à la stabilité internationale, au respect du droit international et à la relance des processus de désarmement nucléaire et conventionnel.

Cette réécriture vise ainsi à concilier souveraineté nationale, maîtrise publique, innovation technologique, protection des militaires et action internationale au service de la paix.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°59

Article 4, Chapitre 16:

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Garantir un contrôle démocratique renforcé du Parlement sur les engagements extérieurs des forces armées, les exportations d'armement et les grandes orientations de la politique de défense.

Exposé :

La politique de défense engage les intérêts fondamentaux de la Nation, la sécurité des citoyens et la vie des militaires appelés à intervenir au nom de la France. À ce titre, elle ne peut relever de la seule décision de l'exécutif, mais doit faire l'objet d'un contrôle démocratique effectif par la représentation nationale.

Si la Constitution confie au Président de la République et au Gouvernement d'importantes responsabilités en matière de défense, les évolutions du contexte international et la multiplication des opérations extérieures justifient un renforcement du rôle du Parlement dans le suivi, l'évaluation et l'autorisation des engagements militaires les plus significatifs.

De même, les exportations d'armement soulèvent des enjeux majeurs de politique étrangère, de respect du droit international et de prévention des conflits. Une information renforcée et un contrôle parlementaire adapté contribueraient à garantir la cohérence entre les engagements internationaux de la France, la défense des droits humains et les objectifs de paix qu'elle affirme porter sur la scène internationale.

Enfin, les grandes orientations de la politique de défense, les choix capacitaires et les stratégies industrielles engagent la Nation sur plusieurs décennies et mobilisent des ressources publiques considérables. Leur examen régulier par le Parlement permettrait d'assurer une meilleure transparence de la décision publique et d'associer pleinement la représentation nationale à la définition des intérêts stratégiques du pays.

Le renforcement du contrôle démocratique sur les questions de défense ne remet pas en cause les exigences de confidentialité propres à certains domaines sensibles. Il vise à concilier les impératifs de sécurité nationale avec les principes de responsabilité politique, de transparence et de souveraineté populaire qui fondent les institutions de la République.

[Amendement de repli]

Présenté par M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°60

Article 6, Chapitre 16:

A l'alinéa 9, substituer aux termes : « Constituer un détachement de Casques bleus de l'ONU pour faire face aux catastrophes naturelles » , les termes :

« Promouvoir la création, sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, d'une Force internationale de protection civile et de secours d'urgence, spécialisée dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles, sanitaires et environnementales majeures. »

Exposé :

Le changement climatique et la multiplication des catastrophes naturelles de grande ampleur appellent le renforcement des mécanismes internationaux de solidarité et d'assistance aux populations. Inondations, incendies géants, cyclones, séismes ou crises sanitaires dépassent souvent les capacités d'intervention des États les plus touchés et nécessitent une réponse rapide, coordonnée et dotée de moyens permanents.

La mission historique des opérations de maintien de la paix des Nations unies est de prévenir les conflits et de contribuer à la stabilité internationale. L'utilisation des Casques bleus pour des missions de secours aux catastrophes naturelles risquerait de créer une confusion entre des objectifs de sécurité collective et des missions de protection civile.

La création d'une force internationale spécialisée permettrait de disposer d'unités formées aux interventions d'urgence, au secours aux populations, au soutien logistique, à la reconstruction des infrastructures essentielles et à la gestion des crises environnementales et sanitaires. Cette structure pourrait mobiliser des experts civils, des personnels de santé, des ingénieurs, des spécialistes de la sécurité civile et des moyens techniques adaptés.

Une telle initiative contribuerait à faire reconnaître la protection des populations face aux catastrophes comme un enjeu de sécurité humaine mondiale et renforcerait le rôle des Nations unies dans la préservation des biens communs planétaires et la solidarité entre les peuples.

Présenté par M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH ,M. Gilbert Delormer

Déposé le 11/06/2026

Adt n°61

Article 12, Chapitre 16:

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer une plateforme publique numérique francophone des savoirs et de la culture, donnant un accès libre aux ressources éducatives, scientifiques, patrimoniales et audiovisuelles produites dans les pays francophones.

Exposé :

La révolution numérique transforme profondément les conditions d'accès à la connaissance et à la culture. Pourtant, les contenus disponibles sur les grandes plateformes internationales demeurent largement dominés par quelques espaces linguistiques.

La création d'une plateforme publique francophone permettrait de valoriser la diversité culturelle et intellectuelle des peuples ayant le français en partage, tout en favorisant la circulation des savoirs, des œuvres et des productions scientifiques. Elle contribuerait à renforcer les coopérations éducatives et culturelles, dans une logique de bien commun et de service public du numérique.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°62

Article 12, Chapitre 16:

Ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

Créer un Fonds de coopération économique et sociale de la Francophonie destiné à soutenir les projets communs de recherche, d'innovation, d'économie sociale et solidaire et de développement local entre les territoires francophones.

Exposé :

La francophonie ne peut se limiter aux seuls échanges institutionnels ou culturels. Elle doit également devenir un espace de coopération concrète entre les peuples, fondé sur la solidarité, le partage des connaissances et le développement mutuel.

La création d'un fonds dédié permettrait d'accompagner des projets associant collectivités territoriales, universités, entreprises publiques, coopératives et acteurs de l'économie sociale et solidaire des pays francophones. Cette démarche contribuerait à faire de la francophonie un levier de co-développement, d'innovation et d'émancipation, dans le respect de l'égalité entre les partenaires.

Présenté par M. Gilbert Delormer, M. Mikel DOPFERMANN, M. Jean Hoffmann, M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

Adt n°63

Article 2, Chapitre 17:

Réécrire ainsi cet article :

Mettre en œuvre une politique européenne fondée sur la coopération entre les peuples, la souveraineté démocratique et le progrès social et écologique. Utiliser pleinement les marges de manœuvre offertes par les traités, engager leur révision et, lorsque cela est nécessaire à l'application du mandat populaire, ne pas appliquer les dispositions européennes incompatibles avec les objectifs de justice sociale, de bifurcation écologique, de souveraineté économique et de défense des services publics.

Faire prévaloir les engagements internationaux de la France en matière de climat, de droits sociaux, de santé publique et de protection des biens communs sur les règles européennes qui leur seraient contraires.

Refuser les accords commerciaux ou les dispositifs européens favorisant le dumping social, fiscal ou environnemental, préserver la maîtrise publique des secteurs stratégiques et garantir que les principes fondamentaux inscrits dans la Constitution de la République ne puissent être remis en cause par une norme européenne moins protectrice.

Porter auprès des peuples et des États européens un projet de refondation démocratique de l'Union fondé sur la coopération, le respect des souverainetés nationales, l'harmonisation sociale et fiscale par le haut et la planification écologique. Tout nouveau traité modifiant substantiellement les compétences de l'Union ou les conditions d'exercice de la souveraineté nationale sera soumis à référendum.

Exposé :

La construction européenne ne constitue pas un ordre juridique immuable mais un processus politique résultant de traités, de compromis et de rapports de force entre les États et les peuples. Son évolution a conduit à l'adoption de règles qui, dans certains domaines, peuvent limiter la capacité des gouvernements à mettre en œuvre les choix démocratiquement exprimés par leurs citoyens.

Le respect du suffrage universel et de la souveraineté populaire implique qu'un programme approuvé par le peuple puisse être appliqué, en particulier lorsqu'il vise à renforcer les droits sociaux, protéger les services publics, engager la transition écologique ou préserver des secteurs stratégiques de l'économie nationale.

La présente réécriture ne procède pas d'une logique de retrait ou de rupture avec la coopération européenne. Elle affirme au contraire la volonté de construire une autre Europe, fondée sur la solidarité entre les peuples, le respect des souverainetés démocratiques et l'élévation des normes sociales et environnementales.

Dans cette perspective, la France doit pouvoir faire prévaloir les engagements les plus protecteurs en matière de climat, de travail, de santé publique et de défense des biens communs, lorsque certaines règles européennes conduisent à un nivellement par le bas ou à une remise en cause de l'intérêt général.

Cette démarche s'inscrit dans une tradition républicaine selon laquelle les engagements internationaux doivent demeurer compatibles avec les principes fondamentaux de la souveraineté nationale et du progrès social. Elle repose sur la recherche d'une révision des règles communes, tout en assumant, lorsque cela est nécessaire, la mise en œuvre d'un mandat démocratique confié par les citoyens.

Enfin, le recours au référendum pour les évolutions majeures de la construction européenne vise à renforcer la légitimité démocratique des choix engageant durablement l'avenir de la Nation et de ses relations avec ses partenaires européens.

Présenté par M. Ugo BARTH

Déposé le 11/06/2026

« Mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. La misère est une maladie du corps social comme la lèpre était une maladie du corps humain ; la misère peut disparaître comme la lèpre a disparu. Détruire la misère ! Oui, cela est possible ! Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. »

— **Victor Hugo, Discours à l'Assemblée nationale, 9 juillet 1849**